

PRESENTATION DES INTERVENANTS

VENDREDI 8 NOVEMBRE 2019

OUVERTURE



Laurent PETTITI est Président de la Délégation des Barreaux de France et du groupe de travail CCBE chargé du projet de Convention Européenne sur la profession d'avocat. Il est avocat au Barreau de Paris, membre du CNB et du Comité d'éthique du Barreau de Paris, ancien membre du Conseil de l'Ordre de Paris. Il est également vice-Président de la commission des Affaires européennes et internationales du CNB.

ATELIER N°1

ACTUALITES EUROPEENNES EN MATIERE DE CONSOMMATION

La proposition de directive pour une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'Union européenne



Martins PRIEDITIS est chef de secteur au sein de l'unité E2 « Droit des consommateurs et du marketing » à la Direction générale « Justice et Consommateurs » de la Commission européenne. Il est à la tête de l'unité spécifique en charge de la révision du droit des consommateurs de l'Union européenne.

L'instauration de « recours collectifs » à l'échelle de l'Union européenne



Philippe METAIS est avocat au Barreau de Paris au sein du cabinet White & Case. Il est responsable du département contentieux en matière civile et commerciale à Paris. Il a développé une expérience pratique en matière de règlements alternatifs de litiges tels que la conciliation, la médiation judiciaire ou conventionnelle ou autre procédure contractuelle sans intervention d'un tiers. Il intervient également dans le cadre d'arbitrages internationaux, notamment par la mise en place de procédures d'urgence, mesures conservatoires et provisoires devant le juge d'appui ou le tribunal arbitral, ou en matière de litiges sur la compétence.



Elodie VALETTE est avocate au Barreau de Paris et collaboratrice au sein du département Contentieux Civil et Commercial du cabinet White & Case à Paris. Diplômée d'un LLM (Ecosse), elle intervient régulièrement en matière de contentieux de masse et d'action de groupe relatifs, par exemple, à la mise en œuvre des obligations contractuelles du prêteur, aux produits de défiscalisation, au formalisme des contrats de crédit, aux clauses abusives, à la publicité mensongère et aux pratiques commerciales trompeuses ou déloyales.

L'actualité jurisprudentielle du droit européen de la consommation



Cédric CHENEVIÈRE est référendaire au Tribunal de l'Union européenne. Titulaire d'un doctorat en droit, il a enseigné à l'Université de Liège et enseigne à l'Université Catholique de Louvain (UCL). Il est par ailleurs membre des comités de rédaction de plusieurs revues (notamment Revue européenne de droit de la consommation - Cahier du juriste) et secrétaire général du Journal de droit européen. Il a également été avocat au Barreau de Bruxelles et formateur à la Commission européenne pour le compte de l'Institut européen d'administration publique (EIPA).

ATELIER N°2

RENFORCEMENT ET HARMONISATION DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Le nouveau paquet législatif sur les contrats de vente de biens et de fourniture de contenus numériques



Emmanuelle VOISSET est avocate au Barreau de Paris au sein du cabinet Nomos en qualité d'Of-counsel. Diplômée d'un LLM (Californie), elle intervient en droit de la concurrence, de la distribution et de la consommation, notamment sur des questions de réglementation produit, de validation de schémas de distribution ou de politiques tarifaires au regard du droit de la concurrence et de la distribution, de rédaction de contrats et de négociations commerciales, ainsi que sur des litiges de consommation (suites de contrôles DGCCRF, plaintes pénales d'associations de consommateurs, gestion de crise, etc...).



Elisa SAEZ est avocate au Barreau de Paris au sein du cabinet Nomos. Diplômée d'un LLM du Collège d'Europe à Bruges, elle intervient en droit de la concurrence, de la distribution, de la consommation, ainsi que dans la réglementation des produits et la publicité pour des entreprises françaises et internationales. Elle a également travaillé en tant que juriste dans le secteur de la grande distribution.

ATELIER N°3

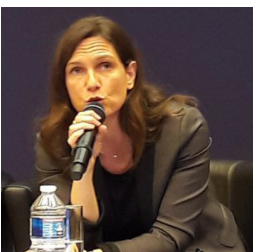
LA MISE EN OEUVRE DU DROIT EUROPEEN DE LA CONSOMMATION

Consommation et médiation



Sabine BERNHEIM-DESVAUX est maître de conférences HDR à l'Université d'Angers et membre titulaire de la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation. En 2016, elle est mandatée comme experte par l'Institut national de la consommation (INC) en vue d'élaborer un rapport national sur l'effectivité du droit de la consommation. Elle est également experte du pôle « Droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique » du réseau Trans Europe Experts. Elle est en outre l'auteur de divers ouvrages en droit de la consommation. Elle intervient en tant que consultante experte pour le cabinet Fidal à Paris.

Le réseau de coopération en matière de protection des consommateurs (CPC) : moyens d'investigation et pouvoirs d'injonction



Joanna GHORAYEB est magistrate et en charge de la sous-direction des affaires juridiques, politiques de la concurrence et de la consommation à la DGCCRF (Ministère de l'Economie et des finances). Elle a exercé en tant que cheffe du bureau de la négociation pénale européenne et internationale au Ministère de la Justice. Auparavant, elle a été substitut du Procureur à Pontoise et a exercé en tant qu'avocate au Barreau de Paris.

ATELIER N°4

POLITIQUES SECTORIELLES

Plateformes en ligne : accroissement de la transparence et prévention des comportements illicites



Hervé JACQUEMIN est professeur à l'Université de Namur et avocat au Barreau de Bruxelles au sein du cabinet ULYS. Ses recherches portent principalement sur le droit de la consommation et le droit de l'entreprise, spécialement dans l'environnement numérique. Au sein de son cabinet, il est spécialisé en droit des technologies de l'information et de la communication, en particulier dans le domaine des contrats informatiques et du commerce électronique (en ce compris les aspects eInvoicing, ePayments, eMarketing, responsabilité des intermédiaires, etc.), du droit des médias et du droit des pratiques du marché et de la protection du consommateur. Il est par ailleurs co-directeur de la Revue du Droit des technologies de l'Information (R.D.T.I.).



Julien BRUGEROLLE est policy officer, services financiers et technologies numériques au sein de l'unité E1 de la Direction générale « Justice et Consommateurs » de la Commission européenne. Son activité se concentre notamment sur la protection des intérêts des consommateurs au sein du marché unique du numérique, et la numérisation des services financiers (crédits à la consommation et vente à distance de services financiers). Il a auparavant exercé en tant qu'assistant parlementaire au Parlement européen ainsi qu'en tant que consultant en affaires publiques européennes.